

INFOS EN LIGNE... SUR LA LIGNE N°15



➤ Unanimité du Conseil municipal d'Urrugne contre la LGV

S'appuyant sur les résultats de la mission sur le développement des trafics liés à la réalisation des grands projets du Sud-Ouest, la commune d'Urrugne conclut que la saturation des voies existantes à l'horizon 2050 n'est pas démontrée. De ce fait, le Conseil municipal a décidé à l'unanimité de manifester une fois de plus son opposition absolue à la création d'une nouvelle ligne ferroviaire traversant le Pays basque demandant l'application du principe de base du Grenelle de l'environnement.



=> [Voir l'article de SO](#)

➤ Conférence de presse du Cade du 6 décembre



Cette conférence était destinée à annoncer le meeting de Mouguerre et à commenter l'observatoire des trafics mis en place par le Préfet de région.

=> [Voir la vidéo](#)

➤ Meeting de Mouguerre du vendredi 9 décembre

La soirée du 9 décembre à Mouguerre, dans le cadre des grands projets inutiles a rassemblé plus de 700 personnes.



Les prises de parole (agriculteur, jeune, élu et représentant du Cade) sont le reflet de la diversité aujourd'hui de nos associations. Celles-ci rassemblent et fédèrent de nombreuses composantes de la vie au Pays Basque. Cette diversité fait la force de notre mouvement, qui est un mouvement qui rassemble, et où tout le monde a sa place.



Ttote Elizondo pour les agriculteurs



Régis Dacharry représentant les jeunes



R. Hirigoyen pour les élus



V. Pachon pour le CADE

Le message est très clair :

- La mobilisation ne faiblit pas, tout le monde reste vigilant, associations et élus.
- Les jeunes sont prêts dans nos associations à reprendre le flambeau !
- La solidarité avec les Landes, et avec tous les mouvements de la France et de l'Europe se battant contre des LGV et contre d'autres grands projets inutiles prend de l'ampleur !

=> [Voir l'article de Aqui: "La mobilisation anti lgv s'amplifie en sud gironde"](#)

=> [Voir la vidéo de la réunion](#)



Voici la liste des organisations qui ont soutenu cette réunion : Abertzaleen Batasuna, NPA, Segi, BLE, Euskal Herriko Laborantza Ganbara, ELB, Eliane Pibouleau Blain conseillère municipale d'opposition de gauche à Bayonne, Debout la République, Parti de Gauche, Batasuna, Biharko Hendaia, Herria bizi dadin (Ustaritze), Unis à Gauche Ustaritz, MilaBerri Villefranque, Europe Ecologie les Verts groupe Estuaire Adour Errobi.

Au cours de ce rassemblement la dernière vidéo du Cade a été projetée => [Voir la vidéo](#)

➤ **La LGV ni ici...ni ailleurs !**

Dans le cadre de la 2ème journée européenne contre les grands projets inutiles, d'autres actions se sont déroulées :

En France

- Collectif du Tarn et Garonne (LGV Bordeaux-Toulouse)
- Actival, TEG82, Tarn et Garonne (LGV Bordeaux-Toulouse)
- Gironde (LGV Bordeaux-Espagne et Bordeaux-Toulouse)
- Limoges (LGV Poitiers - Limoges)
- Collectif Non LGV Poitiers Limoges (LGV Poitiers - Limoges)
- Var (LGV PACA)
- Collectif Stop LGV POCL (LGV Paris-Orléans-Clermont-Lyon)
- Pays basque (LGV Bordeaux-Espagne)

En Allemagne : Stuttgart (projet S21, de gare souterraine), en Italie : Val de Susa (LGV Lyon-Turin)

=>[Lire le détail des actions](#)

➤ **A Toulon: des milliers de manifestants et 130 tracteurs contre la LGV Paca**

Entre 2.400 personnes selon la police et 4.000 selon les organisateurs, à bord de 130 tracteurs et de voitures, ont manifesté le 10 décembre à Toulon contre les projets de tracés de la LGV Paca.

Une quarantaine d'organisations syndicales et professionnelles agricoles, des élus de tous bords, des associations de défense de l'environnement et des collectifs d'habitants, s'étaient associés à cette manifestation, inscrite dans "les journées européennes des projets inutiles et ruineux".

Le port a été bloqué à la circulation une bonne partie de la journée.



"Le monde agricole est sorti de ses terres pour dire sa colère et pourtant le monde agricole aime la tranquillité", a résumé le président des Jeunes agriculteurs.

Pour le président de la chambre d'agriculture, Alain Baccino, ***"tous les fuseaux de RFF passent dans les zones agricoles et ça, c'est impossible"***.

Les associations "urbaines" ont également exprimé leur opposition, à l'image de "Stop LGV Coudon", dont le président, Olivier Lesage, a dénoncé ***"les élus locaux qui se réfugient dans les jupes des décideurs parisiens"***.

La manifestation a débuté par un regroupement devant la préfecture, où les agriculteurs avaient symboliquement simulé "les obsèques de l'agriculture varoise" en déposant un cercueil.

"Je m'adresse à ceux qui ont assassiné l'agriculture indispensable à chacun d'entre nous" a déclaré le secrétaire de la FDSEA, Gilles Millo, lors d'une oraison funèbre.

Recueillis autour du cercueil, enveloppé des drapeaux de la FDSEA et des JA, les viticulteurs avaient ensuite observé une minute de silence avant de le fleurir de nombreux bouquets.

**130 tracteurs en ville les agriculteurs basques l'ont déjà fait.
Célébrer les obsèques de l'agriculture de la Côte basque au cours de la réunion du Copil à Bordeaux le 7 janvier, une idée à retenir !**

➤ **« Quai des brumes » et « Nuit et brouillard » sur la ligne mais heureusement « Nivelle Bidassoa » y voit clair !**

Le projet de ligne nouvelle a provoqué une forte contestation au Pays Basque au point de se transformer en véritable casse-tête pour les institutions en charge de son élaboration.

Cette contestation prend de plus en plus d'ampleur et s'étend désormais à l'ensemble de la France et même de l'Europe. Ces projets jugés dispendieux autant qu'inutiles ont un point

commun, ils sont élaborés dans une grande opacité, masquée par une « concertation » tronquée et bâtis sur des données contestables et contestées.

Il est temps de faire un point de la situation car cette contestation n'est ni entendue ni écoutée comme nous allons le voir.

L'« Observatoire » mis en place par le préfet coordonnateur des GPSO Mr Stefanini devrait avoir pour effet de calmer les ardeurs des futures victimes de ce projet, que nous sommes tous. En effet, après le recul par le CGEDD* de 10 à 15 ans de la date de saturation révisée de la ligne existante, le rôle de ce « comité Théodule » est de déterminer une date de saturation qui déclenchera le début des travaux de construction de la ligne nouvelle. Autrement dit, alors que cet observatoire n'a encore rien observé il est certain que la voie existante sera saturée et qu'une nouvelle voie est nécessaire !

Qu'en est-il de l'Y Basque ? Son arrivée à Biriatoù prévue initialement pour 2013 puis 2015 n'est toujours pas définie au départ d'Astigarraga où la gare initialement prévue internationale de TGV ne sera plus qu'une gare de « proximité ». Celle de Donosti (dont on ne sait si elle se situera à Atotxa ou Riberas de Loiola) initialement en « cul de sac » devient passante. Le TGV en tout état de cause passera à Donosti sur les voies existantes rénovées et mise à écartement UIC par l'ajout d'un 3ème rail et modification des alimentations ainsi que la signalisation. Il continuera ensuite sur Irun et passera la « frontière » à Hendaye aux environs de 2016-2017 si tout va bien (à ce jour les financements ne sont pas assurés). Jusque là aucune évolution du trafic n'aura lieu à Hendaye (même si RFF a trouvé une augmentation de 40% du fret entre 1998 et 2008 et +20% entre 2008 et 2009 !) si ce n'est une probable continuité dans la diminution de celui-ci avec l'abandon du wagon isolé (le maintien d'une offre de transport par wagon isolé est l'un des souhaits des utilisateurs identifié par les assises du transport en cours) cumulé aux effets de la crise qui semble s'installer durablement et la délocalisation de l'industrie automobile initialement implantée dans un pays à bas coût qu'était l'Espagne.

Du côté européen, Mr Carlos Secchi coordonnateur qui affirmait il y a peu que l'Europe n'était pas demandeuse d'une nouvelle voie mais d'une interopérabilité des réseaux, menace aujourd'hui de réduire de 53 millions d'€ les 70 initialement prévus pour l'étude du tronçon Donosti-Bayonne de ligne nouvelle si celle-ci n'est pas finalisée en 2015. Chiche ! Les conséquences seront nulles puisqu'il s'agit d'un projet inutile, l'Europe a une bonne occasion de faire des économies et les réaffecter dans des secteurs plus nécessaires (il n'en manque pas !)



Comme on peut le voir l'horizon du ferroviaire est loin de s'éclaircir et les assises en cours en font le constat provisoire suivant :

« RFF et les collectivités publiques ne pourront mener de front la remise à niveau du réseau existant et la poursuite de l'extension du réseau à grande vitesse au rythme prévu dans le Grenelle Environnement. »

Au-delà des LGV en cours de réalisation, l'engagement de nouveaux projets doit s'inscrire dans le cadre d'une programmation garantissant au préalable le financement du maintien et de la modernisation du réseau existant. »

Les solutions avancées pour l'instant se résument dans une ouverture à la concurrence en évitant le désastre d'une politique de « *stop and go* » (exemple anglais) et à la remise en cause du statut des cheminots.

Pour autant les pouvoirs publics et RFF ne désarment pas. Le Préfet coordonnateur réunira début janvier 2012 le Comité de Pilotage** pour valider le projet de tracé de lignes nouvelles afin de le soumettre à la Ministre et RFF préparera le dossier d'impact et le dossier d'enquête publique ; tout cela sans que le « comité Théodule » pardon l'Observatoire n'ait pu rendre la moindre conclusion ou contribution. De qui se moque-t-on ?

Au mieux l'Observatoire ne pourra rendre des conclusions avant 2020-2021 en effet, si l'interopérabilité était opérationnelle en 2016-2017, les données du trafic ne sont disponibles au plus tôt que 2 ans après et il faut plus de 2 années d'observation pour détacher des tendances. Un moratoire sur les études s'impose ainsi que sur l'enquête publique. D'autant que dans ce laps de temps en Hegoalde seule 1 voie (2 sens) existera, rendant la saturation de la voie existante impossible et le tsunami de trains annoncé plus qu'improbable.

* : Conseil Général de l'Environnement et du Développement Durable

** : Copil

➤ **14 décembre, première réunion du comité scientifique de l'Observatoire des trafics, nous y étions !**



La première réunion du comité scientifique de l'Observatoire des trafics s'est tenue à Bayonne sous la présidence du sous préfet Laurent Nuñez. Trois heures pour se mettre d'accord sur la méthodologie, les périmètres d'observation, les données prises en compte et leurs sources. Le Cade représentés par 5 de ses membres s'est montré particulièrement offensif vis-à-vis de RFF. Nombreuses de ses propositions et remarques ont été prises en compte. Les élus présents en nombre ont montré la même détermination pour que cesse la manipulation des chiffres et que les travaux se déroulent en toute transparence. Un ingénieur de Citec les assiste. Par sa connaissance précise du dossier, le Cade fait désormais partie des experts avec lesquels il faudra compter. On peut toujours déplorer la difficulté qu'aura l'observatoire à recueillir des éléments chiffrés auprès de certains organismes SNCF en tête. Celle-ci et ses filiales se réfugient derrière leur caractère commercial qui leur interdit de communiquer certaines données jugées confidentielles ! Par moment, on croit rêver !



Cet observatoire devrait fonctionner pendant de nombreuses années mais il n'interdira pas à un gouvernement, un ministre ou un président de région de décider la construction de la nouvelle ligne. Cette épée de Damoclès ne cessera de nous menacer tant que la déclaration d'utilité publique sera maintenue pour courant 2013. Nous devons agir et nous mobiliser pour que celle-ci soit différée et qu'un moratoire soit prononcé. C'est dans ce sens que nous devons mener le combat et les actions futures.

➤ Premiers résultats (à l'exclusion du Pays basque) du 4^{ème} temps de la consultation de RFF

La participation est restée importante, des observations ayant pu être recueillies sur les deux sujets ; au total, plus de 3 000 avis ont été adressés à RFF dont environ 1 200 sur les gares et 2 000 sur les mesures d'insertion.



Dispositif d'information sur le projet de gare nouvelle en place dans la gare d'Agen.

**Dans les Pyrénées-Atlantiques, la consultation du public sur les mesures d'insertion a eu lieu du 21 novembre au 3 décembre. Au moment où cette lettre d'information a été imprimée, elle n'était donc pas terminée. C'est pourquoi les premiers enseignements de la consultation au Pays basque n'apparaissent pas dans cet article.*

La consultation du public a une nouvelle fois fait l'objet d'envois groupés (environ 1 800) de réponses similaires du type « La seule mesure acceptable est la modernisation des voies existantes. ». La concertation sur les gares et haltes ferroviaires a également fait l'objet de ce type de réponse avec « Nous voulons que tous les trains roulent sur les voies existantes et s'arrêtent sans changement de train dans les gares de Bayonne, Biarritz, Saint-Jean-de-Luz et Hendaye », en particulier pour la gare de Bayonne. Comme RFF l'a toujours indiqué, la consultation et la concertation ne sont ni des sondages ni des référendums sur l'opportunité du projet, cette question ayant fait l'objet des deux débats publics en 2005 et 2006. Ces avis tout à fait légitimes n'apportent pas d'éléments constructifs pour l'amélioration du projet de lignes nouvelles, objet des consultations.

=> [Voir Lettre d'information n°12 des GPSO](#)

Nos réponses énervent RFF pourtant elles correspondent aux conclusions des Assises nationales du transport !!!

➤ Assises du transport ferroviaire : le rapport final reprend tous les éléments de notre lutte et conforte notre mobilisation

Les conclusions du rapport final sont à lire impérativement, elles sont édifiantes et vont dans le sens de ce que nous dénonçons et préconisons depuis des années !

=> [Voir le rapport final des 4 commissions](#)

La commission n°3 "l'économie du ferroviaire" a abordé notamment le thème suivant :
« Faut-il revoir les stratégies d'investissement sur le réseau (lignes nouvelles / modernisation / remise à niveau) ? »

Voici quelques extraits de son rapport final :

Le développement du réseau à grande vitesse

Les engagements du Grenelle de l'environnement, repris dans une loi de programmation votée par la représentation nationale en 2009, prévoient le lancement de 2.000 km de nouvelles LGV d'ici 2020.

La commission s'interroge sur le caractère réaliste de ces objectifs

L'impossibilité à mener de front la remise en état du réseau existant et la poursuite du développement du réseau à grande vitesse au rythme prévu par le Grenelle Environnement oblige à faire des choix dans le programme de réalisation des nouvelles LGV.

La commission juge qu'il serait souhaitable de mettre en oeuvre un moratoire sur tous les autres projets ferroviaires du Grenelle de l'environnement (y compris l'arrêt de nouvelles études), dans l'attente de la réalisation d'une programmation qui garantisse au préalable le financement de la remise à niveau et de la modernisation du réseau actuel (de 2 à 2,5 Md€ par an pour entreprendre le rajeunissement du réseau).

La définition des priorités de développement relève de la responsabilité conjointe du gouvernement et du parlement. Elle pourrait s'appuyer sur une meilleure prise en compte de l'évaluation socioéconomique des projets, à confier à une expertise tierce au porteur de projet.

Dans un souci d'amélioration de la gouvernance des investissements, **la commission suggère également l'idée d'une prise en charge par l'Etat du coût des nouveaux projets.** Devant les fortes incertitudes sur la rentabilité des futures LGV, que révèlent les divergences de vues entre RFF et la SNCF sur l'économie du TGV, il apparaît préférable d'exclure RFF du plan de financement et de supprimer, par principe, toute contribution de sa part

=> [Voir les conclusions de la commission n°3](#)

➤ Les commentaires de NKM ministre de l'Ecologie et des Transports

À la clôture de ces assises nationales du ferroviaire, la ministre de l'Ecologie et des Transports Mme Nathalie KOSCIUSKO-MORIZET a frappé un grand coup. Elle a confirmé les projets en cours de réalisation (TGV Bretagne, TGV Est et LGV Tours-Bordeaux), mais veut évaluer « la pertinence économique » des projets à venir.

Elle demande une évaluation indépendante et la création d'une commission d'étude qui examinera la pertinence des projets ferroviaires, et des investissements, non encore engagés.

La presse nationale et régionale a largement repris les propos de la ministre.
Le journal « Sud ouest » titre :



Lire dans la presse :

=> [L'article du JPB: " LGV, les conclusions des Assises du ferroviaire confortent les opposants"](#)

=> [L'article de eitb: "Assises ferroviaires, moratoire lgv, rénovation voies actuelles"](#)

=> [L'article d'Aqui: "Pyrenees atlantiques les conseillers généraux hésitent à continuer de financer la Lgv Tours- Bordeaux"](#)

➤ Des timbres postaux contre la LGV !

Le CADE envisage d'éditer des timbres « Non à la LGV » en basque et en français. Ces timbres peuvent être utilisés pour votre courrier, mais pour les faire éditer, il nous faut un nombre important de commande.



Timbre en bilingue



Timbre en français

Si vous êtes intéressés, inscrivez-vous à nivellebidasoa@gmail.com en nous donnant votre nom, téléphone, ou adresse mail, et le nombre de carnets que vous voudriez.

Précisez nous également si vous voulez les timbres en français, basque ou les 2 (voir pièces jointes)

Les timbres seront vendus 8€ le carnet de 10 (ce sont des timbres à 60 centimes mais ils nous reviennent à 80 centimes).

Il faut le faire avant la fin de l'année, pour que nous puissions dire au CADE le nombre de personnes intéressées et surtout le nombre de carnets à commander.

Vous pouvez bien sûr faire circuler ce mail, inondons au maximum l'hexagone avec notre

message « NON à la LGV ».

➤ **A lire**

=> [L'article des ECHOS: "Brumes sur la grande vitesse en Pays basque"](#)

=> [L'article de EITB à propos de la manipulation des chiffres par RFF](#)

Commandez le livre de Nivelles Bidassoa « Les rails de la déraison »



21 €

=> Adressez nous votre commande par mail : nivellebidassoa@gmail.com

=> Ou par téléphone : 05 59 54 31 55 ou 05 59 47 16 06

➤ **Zorionak , bonnes fêtes de fin d'année !**

Les responsables de l'association Nivelles Bidassoa vous souhaitent de bonnes fêtes de fin d'année.

Que 2012 soit l'année où nous enterrerons définitivement ce projet inutile et dévastateur.



Une suggestion : Offrez pour Noël un train miniature à ces « grands enfants capricieux et dépensiers » que sont Alain Rousset, Kotte Ecenarro, Georges Labazée, Jean Grenet, Didier Borotra, Daniel Poulou... Une idée de cadeau originale qui leur fera plaisir, n'en doutons pas, en ces temps incertains !!



Nivelle Bidassoa restera toujours près de vous pour vous informer et vous mobiliser. Certes si l'horizon paraît s'éclaircir, il nous faudra encore et toujours lutter pour gagner ce combat !

**La mobilisation continue plus que jamais !
Dites vous bien que rien n'est joué malgré les annonces
LE PROJET EST FRÊNÉ PAS ARRÊTÉ !
LA DÉCLARATION D'UTILITÉ PUBLIQUE EST TOUJOURS
ANNONCÉE POUR FIN 2012-DÉBUT 2013**

- **Ralliez de nouvelles personnes à notre cause et faites les adhérer à Nivelle Bidassoa =>[Bulletin d'adhésion](#)**
- Signez et faites signer à vos parents et amis. =>[la pétition](#)
- Demandez nous banderoles et autocollants pour pavoiser vos maisons, vos propriétés, celles de vos voisins et vos voitures.

NIVELLE BIDASSOA
Association loi de 1901
w641001523 nivellebidassoa@gmail.com
Siège social chez M. Pantxo Tellier
770 chemin Kampobaïta
64122 URRUGNE

BULLETIN D'ADHESION

NOM : PRENOM :
ADRESSE :
CODE POSTAL : VILLE :
Adresse électronique :

.....
(Écrire lisiblement, merci d'avance)